51e ANNÉE (6e SÉRIE) N° 48 29 NOVEMBRE 1934

L'AMI DU CLERGÉ

Paraît à Langres tous les Jeudis

Mgr F. PERRIOT
Protonotaire apostolique *ad instar participantium*
FONDATEUR

Mgr A. ROZIER
Prélat de la Maison de Sa Sainteté
Docteur en Théologie, Chanoine titulaire de Langres
DIRECTEUR

Causerie de l'AMI sur les "Revues"

SOMMAIRE

I. Deux articles de M. Funck-Brentano sur Luther. — Comment Luther y est représenté. — Ce qui y manque. — II. Une étude de M. Pierre de la Gorce sur Thiers : le type du bourgeois de l'ère moderne. — III. Etrange attitude de l'ambassadeur américain au Mexique ; approbation qu'il donne à la politique antireligieuse de Calles. — Indignation des catholiques américains. — IV. Les conflits au sein de la franc-maçonnerie française. — Gravité de la crise. — Ce qu'elle signifie. — V. Un texte curieux de Talleyrand sur le « bon maintien » et Saint-Sulpice.

I

Un historien de marque, M. Frantz Funck-Brentano, déjà connu par de nombreux et importants travaux et par la publication d'une *Histoire de France,* à laquelle ont collaboré, sous sa direction, d'éminents écrivains, vient de donner à la *Revue de Paris* (15 octobre) un « Luther », et à la *Revue hebdomadaire* (13 octobre) un « Luther intime », que l'on nous présente comme les prémisses d'un important ouvrage sur le grand réformateur ou soi-disant tel au XVIe siècle. Le nom de l'auteur de ces deux études, le nom du héros choisi comme objet de son examen, ne pouvaient manquer d'attirer aussitôt notre attention. Evidemment, il nous manque, en langue française, une bonne et solide biographie de Luther, comme du reste de Calvin et de Zwingli. Nous avons des traductions des œuvres de Denifle et de Grisar, — traductions partielles, pour ce dernier, et pas toujours très fidèles, — nous avons des études intéressantes sur certaines parties de la vie de Luther ou certains aspects de sa doctrine ; mais nous manquons d'une étude d'ensemble, faite du point de vue catholique.

M. Funck-Brentano serait le premier étonné si nous lui disions qu'il nous apporte cette étude. Nous n'avons pas encore son ouvrage entre les mains ; mais les deux articles signalés plus haut nous font connaître son genre, sa méthode, la portée exacte de son œuvre. Il nous permettra bien, avec tout le respect que nous devons à un membre de l'Institut et à un vétéran des études historiques, de dire que son travail, intéressant peut-être pour les lecteurs profanes, n'apporte au théologien que peu de profit.

Certes, nous n'oserions pas insinuer qu'il ne s'agit ici que d' « histoire romancée ». Cependant il est visible, dès le début, que l'écrivain recherche les traits pittoresques et que quand les sources ne les lui fournissent pas, il les invente. Exemple : « L'an 1511, écrit-il, vers le milieu de l'automne, un jeune moine allemand, de l'Ordre des Augustins, quittait son couvent d'Erfurt en Thuringe, pour se rendre à Rome, — un beau gars de vingt-huit ans, bien musclé, l'allure avenante et dégagée, l'expression du visage ouverte et intelligente ; ses yeux noirs brillaient d'un singulier éclat... »

Eh bien ! dans cette phrase, qui ouvre l'article de la *Revue de Paris* je remarque d'abord une erreur de date. Ce n'est pas en 1511-1512 que se place le voyage de Luther à Rome, mais bien en 1510-1511. Ensuite, je note que le portrait de Luther est « fait de chic ». Il n'existe pas de document contemporain, je veux dire de 1511, qui nous décrive l'aspect extérieur du frère Martin Luther. Le premier portrait littéraire que nous ayons de lui est dû à un jeune humaniste, nommé Mosellan, au temps de la dispute de Leipzig, c'est-à-dire en 1519. Et voici les grandes lignes de ce croquis : « De taille moyenne et plutôt mince, amaigri par les soucis et les travaux, il porte dans le regard un feu qui défie l'adversaire. Le visage anguleux, le menton volontaire, les lèvres serrées donnent l'impression d'un caractère énergique et passionné. Sous la bure, qui recouvre son corps décharné, se cache un cœur brûlant et d'une extrême mobilité. La voix est claire et coupante, la parole abondante, riche de pensées et d'expressions, le ton tour à tour agressif, méprisant, impétueux et mordant [1]. »

En avançant dans la lecture de l'article de M. Funck-Brentano, la première impression s'accentue. L'auteur veut nous dire les désillusions du jeune voyageur sur la route de Rome. « En Italie », écrit Luther selon lui, « aux jours de jeûne, les moines se nourrissent plus magnifiquement que nous autres en Allemagne en nos plus somptueux repas. » A lire le texte de l'historien, on peut, on doit croire qu'il s'agit de notes de Luther prises en cours de route. Rien ne nous avertit du contraire. Les mots « écrit-il » laissent entendre que la réflexion citée ci-dessus, et celles du même genre qui suivent immédiatement, ont

[1] Voir Cristiani, *Du Luthéranisme au Protestantisme,* Paris, Bloud et Gay 1911, p. 93.

été jetées sur le papier au moment même, ou peu après. On ne se douterait pas que les lettres contemporaines de Luther, que ses premiers ouvrages, que les documents émanant de lui jusqu'à 1530, au moins et probablement beaucoup plus tard, sans en excepter les nombreux écrits où il attaque Rome et la décadence de l'Eglise en Italie, ne disent pas une fois « j'ai vu », et que ce sont seulement les *Propos de Table* qui nous fournissent ces impressions de voyage de Luther alors qu'il était encore un fils soumis de l'Eglise.

Mais que valent ces *Propos de Table,* comme document historique ? Voilà ce qu'il fallait se demander en tout premier lieu. Que peut-on attendre de cette source documentaire ? C'est Denifle, tout le monde le sait, qui le premier s'est posé cette question. Et l'on sait aussi avec quelle force il a établi que les racontars postérieurs à 1530, émanant de Luther sur sa propre jeunesse, sont tous tellement tendancieux, tellement déformés, tellement en contradiction avec les documents antérieurs sortis de sa propre plume, que l'on ne doit les manier qu'avec la plus extrême prudence.

Les luthérologues protestants eux-mêmes ont dû se rendre à l'évidence. L'un d'eux, Adolphe Hausrath, n'a pas craint de dire, en une jolie formule : « Luther, dans son âge mûr et sa vieillesse, devenait *mythique* pour lui-même. Toutes les erreurs, petites et grandes, sur sa jeunesse et son adolescence, il les commet. »

M. Funck-Brentano a peut-être trop largement puisé dans cette source suspecte. Il y a trouvé un grand nombre de traits piquants. Son récit en est plus vivant, plus attachant. En est-il plus sûr ? C'est ce que ses lecteurs feront bien de se demander.

Par ailleurs, il est certain que le brillant historien n'a pas touché au fond du drame luthérien, qu'il n'en a pas même indiqué le caractère. Il dit, en toute simplicité et franchise, en parlant de la discussion de Luther avec Cajetan, qu'il appelle, on ne sait pourquoi, « Cataneo de Vio » au moins une fois : « Nous n'avons aucune qualité pour intervenir en ces controverses théologiques. » Cela est vite et fort bien dit. Mais justement, c'est la controverse théologique qui est le tout de cette aventure formidable.

On ne peut parler de Luther sans entrer dans le détail de son système, sans faire comprendre la gravité de l'enjeu entre lui et la vieille Eglise, sans dire pourquoi sa doctrine devait convenir à l'époque, à la race, au milieu. L'évolution de Luther, c'est l'évolution de sa pensée dogmatique, c'est l'insensible passage de la morale catholique à une morale toute différente, et pour tout dire en un mot : de la justification par la coopération de la grâce divine et de l'effort humain, à la justification *inconditionnelle* par la foi sans les œuvres.

Ce que M. Funck-Brentano ne nous dit pas, alors qu'il s'étend assez longuement sur le voyage de Luther à Rome en 1510-1511, c'est que ce voyage paraît bien avoir eu, sur le développement de sa pensée doctrinale, une influence décisive, non pas, comme on a pu le croire, en le mettant en contact avec la décadence italienne, que le dogme de la justification par la foi seule ne pouvait que couvrir et presque légitimer, mais en lui faisant mieux connaître la doctrine traditionnelle de son Ordre, en lui faisant adopter un point de vue qu'il ne soupçonnait pas encore, en l'aiguillant vers la théorie de la *double justice,* que son collègue de l'Ordre des Augustins, le cardinal Seripando, devait soutenir au Concile de Trente, sans pouvoir empêcher cette théorie d'être repoussée par la majorité de l'assemblée.

Sans doute, nous ne pouvons pas établir que cette doctrine de la *double justice* a été inculquée à Luther par ses confrères romains. Mais la convergence des faits conduit à cette conclusion. Il a été démontré récemment, par Jedin, 1° que Luther n'avait pas logé, comme on le croyait et comme le croit encore M. Funck-Brentano, au couvent de Santa Maria del Popolo, mais à celui de la Trinità dei Monti, qui était la résidence du général ; 2° que le jeune Seripando, élève préféré du général, se trouvait alors au couvent en question ; 3° que Luther fut du reste complètement retourné à Rome, en ce sens que, parti pour soutenir le parti de l'étroite Observance, il passe à son retour au parti opposé, et ne cesse désormais de se moquer des « observantins », des « petits saints d'œuvres », des « justiciaires » qui comptent sur leurs observances pour se justifier, alors que toutes nos « justices » ne valent rien et ont besoin d'être achevées par la « justice du Christ » pour nous purifier devant Dieu. Et comme c'est justement cela qui est la théorie de la double justice — la nôtre et celle du Christ, — comme on trouve cette théorie dans le « Commentaire du Psautier, » qui est la première œuvre de Luther que nous connaissions, il ne nous reste plus qu'à conclure que c'est le contact entre Seripando, plus jeune que lui, mais plus au courant des doctrines de l'Ordre, qui a orienté sa pensée dans une voie par laquelle il devait aboutir, en trois ou quatre ans, à sa doctrine de la justification par la foi seule.

Réfléchissons en effet. La pente était glissante pour un esprit absolu et « hyperbolique », comme celui de Luther. Il poussait tout à l'extrême. On lui avait dit à Rome que la justice humaine ne suffit pas, même avec le concours de la grâce qu'elle suppose intimement, qu'il fallait l'additionner de la justice du Christ, pour que Dieu consentît à en tenir compte et à nous déclarer « justes » à ses yeux. Or, plus il s'examine, plus il se sent rongé de scrupules, plus sa propre justice lui paraît tendre vers zéro. Il en viendra donc, par le jeu naturel de son tempérament excessif et d'un esprit insuffisamment équilibré, à ne plus admettre, des deux justices qu'on lui avait présentées, *que celle du Christ.* Or, si nous ne sommes justifiés que par la « justice du Christ », il s'ensuit

que la foi seule, sans les œuvres, c'est-à-dire la confiance dans les mérites du Christ et nullement dans les nôtres, engendre la justification.

M. Funck-Brentano nous dira peut-être que le vulgaire ne dut pas comprendre toutes ces subtilités, qu'une telle doctrine ne put pas avoir une influence aussi décisive, et cela pour une bonne raison : c'est que cela était très évidemment au-dessus de la portée de la foule non seulement du peuple, mais des bons bourgeois des villes, qui se piquaient de culture et qui furent les partisans les plus enthousiastes de la soi-disant réforme.

Et nous sommes parfaitement de cet avis. Non, Luther n'a pas été compris, et s'en est très bien aperçu lui-même. Tout ce que l'on a retenu de sa doctrine, c'est qu'« il ne fallait pas s'en faire » pour la question du salut, que les « œuvres » étaient inutiles, voire nuisibles à qui veut gagner le ciel, que le Moyen-Age s'était radicalement trompé à ce sujet, que notamment les fondations de messes ou d'œuvres pies ne pouvaient servir à rien et qu'il était temps de remettre en circulation tant de capitaux improductifs, alors que la vie économique prenait un essor nouveau. Tout ce que l'on a retenu, c'est que « la foi suffit, » que la foi consiste dans la certitude du salut inconditionnel, dans l'adhésion à la doctrine de Luther, ou plus simplement encore dans la haine de Rome et des Italiens, dans l'orgueil de la race germanique, désignée par Dieu pour restaurer, par le culte de la Bible, la vérité chrétienne obscurcie depuis tant de siècles.

C'est dans ce sens qu'il faut interpréter la parole de Wilhelm Wundt : « La doctrine de Luther fut le réflexe de la Renaissance ! » Il fallait ou sombrer dans le paganisme pur et se mettre, comme on dit maintenant, à « vivre sa vie, » sans scrupules religieux, ou bien, si l'on voulait sauver le christianisme, au moins en apparence, il fallait réduire les exigences du Décalogue, déclarer que la Loi n'oblige plus à rien, que la Foi suffit toute seule. Et c'est en écoutant Luther que l'on pouvait le mieux concilier ces deux inconciliables : l'idéal médiéval de la foi au Christ, et l'idéal moderne, celui de la Renaissance, de la foi dans la vie présente et dans les profits ou les jouissances qu'elle apporte.

« *Pecca fortiter, sed fortius fide et gaude in Christo...* » Ce mot fameux d'une des lettres de Luther à Mélanchthon, en date du 1er août 1521, alors qu'il est enfermé à la Wartbourg, ne fut que trop bien compris. Et c'est là le grand secret de son succès foudroyant. En d'autres termes, ce furent les conséquences de sa doctrine : suppression du jeûne, de l'abstinence, des messes, remise en circulation des capitaux immobilisés, ouverture des couvents, confiscation de leurs biens, mariage des prêtres, lutte contre le joug de Rome, constitution d'une Eglise nationale indépendante du pape et dépendante de l'Etat, c'est tout cela qui a fait la fortune de l'œuvre de Luther. Et il ne serait peut-être pas très difficile de prouver que lui aussi. au fond de son cœur, disait : « Je n'ai pas voulu cela. »

Nous croyons que tout cela c'est le fond du drame luthérien. Et parce que nous ne trouvons rien de tout cela dans les articles de M. Funck-Brentano, parce que le problème n'y est même pas effleuré, nous estimons que son portrait de Luther, si intéressant qu'il soit, ne nous donne pas le tout de son âme, encore moins l'explication de son rôle historique.

Quand nous aurons entre les mains l'ouvrage entier, nous pourrons juger si ces critiques, que l'on voudra bien tenir pour purement objectives, doivent ou non subir quelque atténuation ou aggravation.

Mais nous croyons qu'un ouvrage d'ensemble sur la Révolution protestante et la Réforme catholique manque cruellement, non seulement aux Bibliothèques catholiques, mais aux Bibliothèques scientifiques en général, car ce fut alors que l'humanité changea de route et prit celle qui a conduit à l'impasse où elle se débat aujourd'hui.

II

Après Luther, voici un autre personnage bien différent. Il s'agit d'un de nos contemporains, d'un homme qui a joué chez nous un rôle considérable, surtout dans les dernières années de sa longue existence, de Thiers en un mot. La *Revue des Deux Mondes* (15 septembre) nous donne sur lui une belle étude du très regretté Pierre de la Gorce. Ce n'est qu'un article, mais il résume de longs travaux. Il fait admirablement connaître l'homme et son étonnante carrière. Thiers est tout à fait un produit de son siècle. Il a paru au moment où la Révolution venait d'ouvrir à la bourgeoisie une route nouvelle pour arriver à la fortune, à la gloire, au succès. A côté de l'industrie, de la banque, du commerce, on peut désormais faire son chemin dans la carrière d'homme d'Etat. Ce sera à l'avenir le triomphe de la démocratie que de pousser les intelligences issues du peuple jusqu'aux plus hauts emplois de la société nouvelle. Jouer du piano sur ce clavier puissant, complexe, sonore, qui se nomme l'opinion, quelle virtuosité cela demandera ! Quelle victoire pour ceux qui auront réussi jusqu'au bout et dont la mort pourra être considérée comme un deuil national !

Nous parlions tout à l'heure de Luther ; nous disions que sa religion est arrivée à point pour colorer d'un reste de christianisme l'esprit païen de la Renaissance, pour donner au machiavélisme, qui sera la religion du succès, de l'ambition, de l'argent et de tout ce qu'il représente, un lambeau d'idéalisme aux yeux des foules, et une maniabilité commode des foules par les hommes d'Etat.

De fait, ce que Pierre de la Gorce fait ressortir tout de suite, c'est le caractère représentatif de Thiers. Il en fait le « type » d'un siècle, et il intitule son article : *Un Bourgeois français du XIXe siècle.*

« M. Thiers ! écrit-il, je ne me permettrais pas de parler de cet homme, à propos de qui il a été tant écrit, s'il ne m'apparaissait moins comme un individu isolé que comme un personnage symbolique où se peignent, en leur sagesse et en leurs étourderies, en leur bon sens et leurs emportements, en leurs conceptions les plus hardies et sous leurs aspects les plus terre à-terre, les *bourgeois,* ou, comme l'on dirait aujourd'hui, les *Français moyens* du XIXe siècle. En l'étudiant, on croit ressaisir, voir, entendre toute une classe d'hommes que les vieillards seuls peuvent se rappeler et qui n'apparaissent plus, au temps présent, que sous les traits de lointains ancêtres. Le plus souvent, Thiers n'est qu'un interprète et ressemble moins à l'acteur qui domine la scène qu'au chœur qui, dans la tragédie antique, se bornait à traduire les impressions des spectateurs. Mais telle fut sa prodigieuse faculté d'appropriation, telle fut son don de clarté souveraine, qu'il parut créer lorsqu'il ne faisait que traduire, donner l'impulsion lorsqu'il se borna à suivre, et qu'en lui se découvre, animé de son verbe à la fois familier, lucide et puissant, un siècle tout entier dont il fut moins l'inspirateur que le merveilleux porte-voix. »

On ne saurait mieux dire ni qualifier plus heureusement l'un des hommes d'Etat les mieux doués et finalement les moins profonds, les moins clairvoyants de ce XIXe siècle qui se crut le siècle des lumières et qui prépara la catastrophe où menace de sombrer peut-être la civilisation. Evidemment, si le tout de l'homme est de réussir ici-bas, nul ne peut se vanter d'avoir mieux atteint l'idéal humain que celui-là. Thiers a connu tous les succès et toutes les grandeurs. Et puis la mort est venue !... Mais parcourons cette vie.

Elle eut les plus humbles commencements. Une mère qui travaille pour vivre, un père à l'existence vulgairement aventureuse et dont il vaut mieux ne point parler. Mais l'enfant est intelligent. Né le 17 avril 1797, il grandit dans l'ordre établi par Napoléon. La Révolution a été, par ce bras vigoureux, tout ensemble limitée et sauvée. Les privilèges détruits ne renaîtront plus. Toutes les ambitions sont permises à qui possède le don, à qui peut acquérir la science, à qui se sent capable d'agir sur ses concitoyens par la parole ou par la plume. Le petit Thiers est aidé par une tante et une marraine. Admis comme boursier au lycée de Marseille, sa ville natale, il s'y distingue. On décide de le pousser. Il va faire du droit à Aix, où il logera dans quelque chambre minable, chez un maçon, puis chez un menuisier, à moins qu'il ne commence par le menuisier et ne finisse par le maçon. Il se lie avec des camarades, notamment avec Mignet, qui sera l'ami de toute la vie. Son rêve, c'est Paris : ce n'est que là-bas qu'on peut donner sa mesure. En vain quelques vieillards hochent la tête : Paris, « de la boue sous les pieds, de l'eau sur la tête ; du brouillard et de la misère. » Combien le beau soleil de la Provence ne vaut-il pas mieux !

Mais les jeunes ambitions travaillent au fond des esprits : « Quand nous serons ministres ! » s'écrie un jour Thiers. Et l'imagination va son train. Un mémoire bien rédigé a gagné au jeune homme un prix de 500 fr. à l'Académie d'Aix. Mignet, lui, a eu 1500 fr. à l'Académie des Inscriptions et Belles Lettres. C'est le subside attendu. Mignet a du moins les dons extérieurs, il est grand, fin, élégant. Mais Thiers manque de prestance : 1 m. 55. Il porte lunettes ; sa voix est flûtée, perçante, désagréable ; il a gardé, sans rien en perdre, l'accent du terroir. Ses vêtements sont piteux ; il ignore les usages ; il aura toujours des manières communes. Sa bourse est plate ; il n'a pour s'introduire dans la capitale qu'une lettre de recommandation pour Manuel.

Et cependant, il ose. Et son savoir-faire, sa chance, son activité à se produire, à se pousser, sont tels qu'au bout d'un an il a réussi à entrer au *Constitutionnel,* journal des libéraux. Il a éminemment ce qu'il faut pour réussir dans le journalisme. Il est prêt à toutes les besognes littéraires. Jamais il ne dit : « Je ne sais pas ! » Jamais il n'est pris au dépourvu. Politique générale, Finances, Philosophie, Beaux-Arts, Découvertes scientifiques, il est prêt sur tout, car il s'informe diligemment, et telle est sa prestesse, on devrait dire son « aplomb », qu' « élève le soir, il devient professeur le lendemain. » Et cependant, aucun pédantisme dans son ton. Il parle avec une simplicité aisée, une bonne humeur alerte, une soif ardente et joyeuse de connaître. Mignet, pendant ce temps, est entré au *Courrier français.* Les deux amis vivent ensemble ; on les appelle « les Frères provençaux. »

Leur fortune monte et leur installation s'améliore. Thiers a perdu son accent, renouvelé sa garde-robe. Comme il se lève de très bonne heure, il a du temps pour tout, excepté naturellement pour les devoirs religieux, qu'il a depuis longtemps oubliés, sans traverser aucune crise à la Jouffroy. Il voit beaucoup de monde et, chose surprenante, il parle beaucoup et ne perd rien de ce qui se dit autour de lui. Il saisit au vol les idées et les fait siennes. Talleyrand, qui le rencontre dans la haute société, dit de lui : « C'est un gamin, mais qui a le feu sacré ! » Ses articles sont remarqués. Et un jour, Guizot, à la suite d'une publication, demande avec instance que le compte-rendu soit confié « à un M. Thiers qui a du talent. » Oui, certes, il a du talent, mais surtout le talent d'être « à la page », de saisir l'ambiance, de voir d'où le vent souffle et où il va. Sous la Restauration, il juge que la Révolution est en péril, et il s'apprête à la défendre. Après 1830, il sera un champion de l'ordre. Après 1840, on le verra saisi d'une ardeur chauvine qu'il prendra pour du patriotisme et dont il se fera une auréole. Après 1848, il s'effraiera du mouvement social, du réveil soudain du « quatrième Etat », et cessera presque d'être voltairien pour invoquer les évêques, « défenseurs de la cité en péril. »

Et toutes ces fluctuations sont celles de son monde, de la bourgeoisie qu'il incarne et qu'il exprime. Thiers n'est point de la race des prophètes

méconnus. Il se pose peut être en divinateur de l'avenir, mais ce qui lui importe, c'est le présent. Le mot fameux : « La République sera conservatrice, ou elle ne sera pas », est le type de ses prophéties à lui ! Les événements sont là pour dire s'il a eu raison !

Ses premières œuvres se ressentent de ce goût de l'actualité. Sa première idée, celle qui lui fera figure d'homme d'Etat, qui le posera en historien, mais qui surtout flattera le monde auquel il appartient, qu'il fréquente et où sont toutes les affinités de son esprit, c'est celle d'une *Histoire de la Révolution.* Vers 1820, on ignorait étrangement ce qui s'était passé de 1789 à 1799. « Parmi les hommes âgés qui avaient traversé la terrible tempête, beaucoup en avaient gardé une impression si poignante qu'ils avaient horreur même de s'en souvenir et le plus souvent se confinaient dans le silence. » De plus, quantité de gens, n'ayant pas à se féliciter du rôle qu'ils avaient joué alors, préféraient se taire. Il y avait eu des fautes dans tous les partis et ces fautes, parfois, se trouvaient avoir été des crimes. L'Empire avait jeté sur tout cela un voile de gloire, qui avait été aussi un voile d'oubli. Une véritable conspiration s'était faite ainsi, entre Français, pour parler le moins possible de l'ère sanglante. Seulement, cela ne pouvait pas toujours durer. Les curiosités commençaient à s'éveiller ; les grands rôles avaient disparu ; Napoléon allait mourir à Sainte-Hélène, en 1821. On avait fini par créer une légende et cette légende même se tournait à une avidité d'histoire.

Thiers ne doutait de rien. Son assurance merveilleuse se trahit dans la tranquille audace qu'il a de se mettre à raconter le drame révolutionnaire, déjà vieux de trente ans. « Un autre eût hésité, en songeant à sa jeunesse, à la grandeur du sujet, à l'étendue des recherches. » Chez Thiers, pas de scrupule de ce genre. Il a conçu son dessein autour de 1820 peut-être ; il avait donc 23 ans. Le 22 février 1822, le traité est signé avec les éditeurs Lecointe et Durer. Dès l'automne de 1823, les deux premiers volumes paraissent et les autres suivent avec une égale rapidité. Qu'est-ce que cela vaut ?

« Je cherche les traits principaux qui marquent l'œuvre, écrit Pierre de la Gorce. Une érudition hâtive qui se croit à bon compte informée, en sorte que la publication du livre ne servira ni à juger, ni même à instruire le procès de la Révolution ; beaucoup d'ignorances qu'un public, plus ignorant encore, se gardera de relever ; des idées communes ; d'incroyables lacunes, fruit de la hâte ou de l'étourderie ; une limpidité étonnamment fluide, mais au point de laisser fuir la couleur : tel apparaît aujourd'hui le livre. »

Mais ce qui compta, ce fut l'impression du public d'alors. Elle fut prodigieuse. On découvrait la Révolution, telle qu'on voulait la voir : « assez d'esprit révolutionnaire pour séduire, assez de réprobation pour ne pas choquer. » Thiers avait su glorifier les réformes ou les victoires ; il avait su aussi flétrir, sans excès de sévérité, les crimes. C'était une lumineuse vulgarisation, et surtout admirablement adaptée au temps qui allait la lire. Ce qu'il y avait de plus éclatant dans tout l'ouvrage, c'était l'histoire militaire. Le petit homme se complaisait aux récits de bataille. Les figures de soldats prenaient sous sa plume un relief de bronze. Hoche, Kléber, Desaix, et surtout Bonaparte, le prestigieux Bonaparte de la campagne d'Italie, le négociateur fougueux de Campo-Formio, toute cette jeune gloire reçoit de Thiers sa consécration. Et il sent qu'il en rejaillira sur lui-même un reflet dont il se grise d'avance.

Il a évité toute attaque directe contre les Bourbon. Il ne les a pas nommés, il les a placés hors de la grande épopée, et, ce faisant, il les a presque détachés de la tradition française qu'il est en voie de créer, par son récit même. Discrètement, des allusions aux Stuart, voilées et prudentes, laissent entendre que faute de comprendre les aspirations d'un peuple, une dynastie peut cesser d'être nationale, et qu'une branche cadette peut utilement prendre sa place !

Sur ces entrefaites, la formation du ministère Polignac accentue le dissentiment entre la couronne et le pays. Le 8 janvier 1830, Thiers, devenu un personnage, fonde, avec Armand Carrel, *le National.* Sept mois plus tard, la vieille monarchie s'écroule.

Thiers a joué son va-tout dès le premier jour de la Révolution. Il a rédigé et signé le premier les protestations contre les Ordonnances. C'est donc lui qui engage la bataille. Et quand elle est gagnée, il est là pour en tirer les bénéfices. Il a été l'un des premiers à jeter au public le nom du duc d'Orléans. De journaliste, le voilà promu homme d'Etat. Il a misé sur une couleur et cette couleur est sortie ! Ses origines plus que modestes auraient pu le pousser à la République. Il ne la juge pas viable. Il est déjà devenu un « bourgeois » rangé et ami de l'ordre. Il lui faut une monarchie modérée, une monarchie issue de la Révolution, une monarchie obligée de s'appuyer sur les bourgeois de son espèce. Son rêve est là tout proche, prêt à se réaliser. « Quand nous serons ministres ! » avait-il dit... Et voici qu'il va l'être !

Il aurait pu se fixer dans le parti du *mouvement,* auprès de Lafayette, d'Odilon Barrot, de Mauguin. Mais il a vite fait de juger le vide de ces hommes grandiloquents ; il sent que la route est ailleurs. Il aura été du parti du *mouvement* juste aussi longtemps que ce parti tient la corde, dans l'opinion. Il sait que l'on ne peut rien faire, dans ce régime qu'on est convenu d'appeler « démocratique » bien que le peuple n'ait à y jouer qu'un rôle médiocre ou même nul, — car on est sous la monarchie censitaire, — sans le don de la parole. Mais il connaît ses limites et il calcule avec ses moyens. Il ne saurait être un tribun : sa voix ne porte pas assez, sa taille est trop exiguë. Mais il aura l'éloquence de l'homme d'Etat, d'un grand *debater,* comme disent les Anglais. Le journalisme l'a frotté à tout ; il lui reste à acquérir la

science de l'homme de gouvernement. Il faut qu'il sache les affaires, qu'il puisse lire un budget, parler le langage du métier, constituer des dossiers et les exploiter devant le public d'une Chambre, plus difficile que le grand public d'un journal. Il cherche donc les occasions. Le baron Louis est entré comme ministre des Finances dans le cabinet du 11 août 1830. Thiers trouve le moyen de s'instruire auprès de lui des secrets de son département. Après Louis, c'est Laffitte qui prend le portefeuille ; Thiers en sait déjà assez pour devenir son secrétaire général. Laffitte est nonchalant, il abandonne le travail à son secrétaire ; Thiers en est ravi : le travail est ce qu'il redoute le moins. D'élève de Louis, le voilà devenu maître. Et sa parole se dépouille du ton oratoire pour prendre celui de la conversation. Il amuse, éclaire, instruit, donne à ses auditeurs l'illusion de comprendre et même de savoir. On ne se lasse pas de l'entendre, même lorsqu'il est très long, car il n'est jamais fatigant. Et puis, il est si sage, si pondéré, il glisse si doucement vers les conservateurs que l'on finit par compter sur lui comme sur l'un des plus sûrs défenseurs de l'ordre social.

Enfin il touche au but tant désiré : le 11 octobre 1832, il est à côté de Guizot parmi les ministres. Le duc de Broglie fait partie de la combinaison ; Thiers est devenu le collègue, l'égal d'un pair de France, d'un descendant de Mme de Staël. Mieux que cela, il se trouve que dans ce ministère, où Guizot déplaît comme trop doctrinaire, de Broglie comme trop grand seigneur, Thiers seul est parfaitement dans la note du jour. « Sa modeste origine désarme l'envie. Son langage est empreint d'une clarté qui séduit. Il est dispos, de belle humeur, porte, sans paraître en sentir la charge, le poids du plus accablant travail, est prêt à toutes les besognes et y réussit. » Dans ce ministère de droite, il est le moins à droite. Même en défendant la cause de l'ordre, il ne se tient pas de jouer un petit air de flûte révolutionnaire. Et il est patriote. Et, sous son ministère, la statue de Napoléon, comme une incarnation de la gloire française, est replacée sur la colonne Vendôme. Par ailleurs, Thiers ne manque pas de courage et cela ajoute à son prestige grandissant. Ainsi, en avril 1834, — un centenaire que l'on n'a pas fait, — une émeute désole Paris : Thiers ne craint pas de visiter les quartiers insurgés et, tout près de lui, l'un de ses attachés tombe mortellement atteint. A la suite de cet épisode, la popularité de Thiers dans les milieux libéraux de la bourgeoisie est à son comble. Il devient président du Conseil, une première fois en 1834, une seconde fois en 1840. Chaque fois il occupe le portefeuille des Affaires étrangères. La diplomatie est son goût, sa passion, et il se persuade qu'il y excelle. En réalité, il débute et ses coups d'essai ne sont pas très heureux. En 1840, le conflit éclate entre le roi et lui. On connaît les faits :

« Nous avions, en Egypte, un protégé, Méhémet-Ali, à qui les rapports des voyageurs, certaines dépêches des consuls, un curieux mélange de réalité et de légende avaient prêté un tel prestige qu'on eût dit que, pour tout l'Orient, un rénovateur avait surgi. Contre Méhémet se dresse l'Angleterre, inquiète pour son influence dans la Méditerranée, peu soucieuse d'aider un client de la France, et en outre perfidement excitée par le tsar Nicolas, cet implacable ennemi du roi Louis-Philippe. L'Autriche suit, la Prusse aussi. De là, le 15 juillet 1840, une convention à quatre, qui entreprend de régler sans nous la condition de Méhémet et ses rapports avec l'Empire ottoman. Doublement exaspéré du mauvais procédé pour son pays et de l'humiliation pour lui-même, Thiers dévie avec une étourderie passionnée jusqu'aux mesures d'où peut sortir la guerre. Cependant Méhémet, impuissant sur mer, vaincu sur terre, étonne par sa faiblesse, autant qu'il a ébloui par l'appareil usurpé de ses ressources. En dépit des signes impropices, Thiers s'obstine. Heureusement, le Roi intervient, congédie son conseiller, et ainsi se dénoue, avec un minimum d'ennuis, l'inglorieux épisode. »

Dans cette aventure malencontreuse, que Thiers ne pardonnera pas au roi, et dans laquelle l'opinion égarée prend fait et cause pour le maladroit ministre, on sent encore l'influence des préjugés de la bourgeoisie d'alors. L'Egypte, c'est encore le panache napoléonien ; Méhémet, c'est un client que nous protégeons contre l'Angleterre, l'éternelle rivale. Avec la possession de l'Algérie et l'amitié de Méhémet, nous serions maîtres de la Méditerranée, comme l'Angleterre est maîtresse de l'Océan. L'imagination de Thiers et de ses amis s'échauffe à cette perspective : « Don Quichotte un jour, Sancho Pança le lendemain, selon qu'il s'exalte en rêves ou se détend mollement en sa vie de famille, tel est le bourgeois français. Malgré l'imprudence de sa politique, peut-être à cause de cette imprudence même, Thiers l'a fait vibrer. De là, entre lui et le bouillant ministre, une certaine communauté de pensées, quoique mêlée de frayeur, de frisson, de retours. »

Thiers cependant est tombé du pouvoir, Guizot son grand rival l'a remplacé et commence un long ministère de huit années, durant lequel il confond si bien sa politique avec celle du souverain que le ministre et le roi peuvent penser, chacun de son côté, qu'ils sont les maîtres à qui toute la machine obéit. Thiers est dans l'opposition, mais il attend son heure.

Et il arrive au bourgeois français une aventure étrange, il se fatigue de son bonheur, d'une histoire trop unie, d'une prospérité trop calme, d'un ministère trop solide, d'une paix trop profonde. Thiers naturellement éprouve et reflète cette nostalgie. Plus que les autres, il désire le changement et laisse entendre qu'il faut se mettre en marche. A la lassitude de ses amis se joint pour lui le dépit amer de n'être plus rien que le chef de l'opposition dynastique. Il se contient cependant plus ou moins jusqu'en 1846. Mais alors il n'y tient plus. Il lui arrive de dire, à propos des affaires suisses, le 2 février 1848 : « Je suis partisan de la Révolution, en France et en Europe. » Et sa parole secoue d'une émotion violente le public

dont il est l'un des oracles, petits ou grands bourgeois que son habileté dissolvante a peu à peu éloignés de la politique gouvernementale, et qui, sans savoir où ils vont, hantés par le souvenir des grands ancêtres, se jettent dans le mouvement qui va aboutir à la ruine de cette monarchie faite sur mesure pour eux et qu'ils ont si bien défendue en 1832 et en 1834.

« Quand les enfants se querellent pour un jouet, ils commencent, dans l'ardeur de la dispute, par casser le jouet. » Thiers, le grand homme d'Etat bourgeois du XIXe siècle, a toujours gardé un coin de gaminerie irréfléchie. Conservateur, il l'est au fond de son cœur prudent et calculateur. Mais ce conservateur est aussi un révolutionnaire. Les institutions sont le jouet. Des compétitions de personnes, des querelles d'enfants, voilà à quoi se réduit, à certaines heures, cette grande politique que les Manuels d'histoire nous font admirer ! Ils jouent avec le feu, ils vont à l'aventure, tous ces hommes d'Etat, qui visent à la profondeur et qui manquent pourtant cruellement d'une véritable philosophie de l'Etat, de l'homme et de sa destinée éternelle. Ils croient avoir des principes, mais ce sont des principes alternatifs, des principes de rechange.

Thiers a pourtant, suivant l'expression de Royer-Collard, « des lueurs de grand esprit. » Son bon sens naturel, le fond chrétien qui demeure en lui de ses lointains ancêtres, atteint, en certaines rencontres, jusqu'au génie. Mais ce ne sont que des lueurs et qui disparaissent bien vite, pour faire place à la simple virtuosité.

On remarque chez lui, comme chez les bourgeois qu'il représente si fidèlement, le romantisme révolutionnaire auprès du classicisme napoléonien. La Révolution était grandiloquente. Ayant libéré l'homme de Dieu, elle veut recréer le monde. Elle voit large et grand. Thiers a de ces emportements d'imagination, à certaines heures. Mais Napoléon, en puissant réaliste, a remis les choses en place, il a fait alliance avec les grandes puissances de discipline morale et religieuse, il a rétabli l'ordre. Puis, ce même Napoléon, génie romain de l'ordre et de la discipline, a cédé à son tour à son péché de jeunesse, il a laissé l'imagination prendre le dessus, il a rompu ou détendu son alliance avec l'Eglise. La bourgeoisie française a connu les mêmes alternatives que Napoléon. Et Thiers a suivi, à sa manière, les mêmes voies divergentes. Il lui arrive de s'exalter pour les grands ancêtres conventionnels ou girondins. Puis, quand il a jeté son bouillonnement, il se ravise et se replace dans la rainure de ce sévère et fort établissement impérial que sa jeunesse avait vu et que son âge mûr avait si souvent médité. Et la France continue sur le même rythme. Elle est partagée entre sa tradition catholique et son aventure révolutionnaire. Elle ressemble à un mari longtemps fidèle, mais qui, un jour, s'est permis une fugue et demeure divisé entre les souvenirs attendrissants de son foyer paisible et honoré et la saveur âcre et sensuelle de sa romanesque équipée.

En matière de religion, Thiers, on le sait, est voltairien, ce qui veut dire qu'il comprend la nécessité de la religion pour le peuple, mais ne la comprend pas pour lui. Ce sont des hommes comme lui qui ont fait dire à Karl Marx que « la religion est l'opium du peuple. » Et, dans le système philosophique de Thiers, qui est le même que celui de Marx, au fond, à savoir la réalité unique de la vie présente et l'irréalité foncière des espérances chrétiennes, c'est Marx qui a raison, cent fois raison. Seulement, ce système est faux, dès lors Thiers, qui s'est moins éloigné de l'ordre chrétien, qui se montre moins logique que Marx, qui superpose des actes raisonnables à des principes insensés, reprend tous ses avantages.

Et le bourgeois français pense comme Thiers. Cela se voit dans nos institutions scolaires. Le statut impérial de l'Université lui semble l'idéal achevé. L'âme du système est un voltairianisme que l'on croit dépouillé de sa nocivité, un christianisme asservi, médiocre, tout en surface, pas gênant pour les aspirations bourgeoises, pour la poursuite des fins terrestres, y aidant au contraire par le goût de l'ordre, de la discipline sociale qu'il impose, mais laissant intact l'idéal matérialiste de l'ère industrielle, la passion de Mammon, la cupidité à tous les degrés de la vie sociale et un souci très médiocre de la vie éternelle, sauf à la dernière minute et lorsque la vie présente nous dit son adieu !

C'est de ce système que nous mourons. Sans doute, nous avons conquis la liberté de l'enseignement, à tous ses degrés, lambeau par lambeau, en profitant pour cela des heures où les calamités publiques donnaient à la bourgeoisie française quelques sursauts de crainte, quelques doutes fugitifs sur la perfection de son système. Mais cette liberté même est tellement incomplète, tellement tenue en laisse, et d'autre part la matière sur laquelle nous, prêtres éducateurs, avons à exercer notre délicat ministère, à savoir la bourgeoisie conservatrice, demeure en son fond tellement imbue de l'esprit du siècle, que nous n'arrivons pas à faire de vrais chrétiens [1] !

Thiers a été le type de ces bourgeois qui se sont imaginé qu'ils pourraient réduire le christianisme au rôle de chien de garde de la société, et qui, après Napoléon du reste, leur grand modèle, ne voyaient dans le prêtre qu'un gendarme moral. Thiers, si sage, si prévoyant en beaucoup de cas, ne voit pas l'avenir en ce qui concerne l'évolution sociale. Il n'entend pas les grondements de la Révolution sociale dans les soubassements de la civilisation. Il sait fort bien réfuter les doctrines socialistes. Mais sa réfutation ne va qu'aux conséquences du système et n'atteint pas le fond du problème posé, qui est le suivant : s'il n'y a pas d'autre vie, est-il admissible que le bonheur soit tout pour les uns et pas pour les autres ? Ou si

[1] C'est pourquoi nous ne cessons de prêcher ici la diffusion de l'Evangile dans les masses croyantes. Nous avons des croyants de surface, nous avons si peu de chrétiens *de fond !*

l'on soutient que l'argent ne fait pas le bonheur, comment pourra-t-on donner à tous, sans exception, ce par quoi le bonheur sera fondé?

Après 1848, lorsque, sur les barricades des journées de juin et sous les volées de la mitraille, le quatrième Etat s'est rendu compte que ses intérêts ne coïncident pas avec ceux du tiers Etat, Thiers, qui a eu peur, expose parfois ses idées sociales, notamment dans un livre sur « la Propriété » et dans un long rapport présenté à l'Assemblée législative, au nom de la commission d'assistance. « Les deux écrits suggèrent la même réflexion. Toutes les ressources de l'esprit le plus sûr et le plus brillant se dépensent — et avec une merveilleuse puissance persuasive — pour la réfutation des doctrines socialistes. Mais s'agit-il de régler quelques-unes des institutions de bienfaisance qui, en satisfaisant à des besoins légitimes, raviront au socialisme ses moyens de séduire, aussitôt tout ce qui était netteté devient imprécision, tout ce qui était entrain, quand il s'agissait de combattre, devient timidité, quand il s'agit de fonder ou seulement d'ébaucher. » Evidemment la bourgeoisie moderne est trop attachée à l'argent, pour savoir prélever à temps sur son budget la part de la charité !

« Il est visible, conclut M. Pierre de la Gorce, qu'en énumérant toutes les améliorations déjà accomplies, on cherche à se donner quittance pour les améliorations futures. Et c'est même, pour qui étudie cet homme, un objet digne de remarque que le contraste entre tant de souplesse dans l'esprit et si peu de divination sur l'avenir. Qu'on le voie à la tribune ou dans un salon, il comprend tout, enseigne tout aux autres, mais en tournant brillamment dans le même cercle; et on ne laisse pas que de s'étonner d'une intelligence si ingénieuse servie par un œil si peu perçant. »

Comme on l'a vu, ce qui fait la gravité de ces observations de l'historien, c'est qu'il a voulu nous faire le portrait du *bourgeois type*, par quoi se caractérise toute une période de l'histoire. Ce bourgeois est volontiers incrédule, voltairien, mais il se croit très supérieur en montrant pour les croyances religieuses une sorte de tolérance qui prend les allures d'une condescendance un peu hautaine, un peu distante et dédaigneuse. Il ne voit pas qu'en se débarrassant personnellement du joug religieux, il lance la Révolution dans sa voie. Il jette l'humanité dans la poursuite d'un idéal nouveau, qui ne sera que l'idéal terrestre, donc le succès, l'argent, les honneurs, le bien-être, le confort, le paradis sur cette terre, un vrai paradis, celui-là, puisque celui de l'Evangile n'était qu'une chimère ! Et ce bourgeois si intelligent, si supérieur, s'imagine qu'il pourra garder la clef de ce paradis pour lui-même et pour sa classe, en ne donnant à la foule, à la grande foule humaine, que des miettes ! Ce sont ces naïvetés, ces enfantillages, ces illusions stupides des *grands hommes* de l'ère industrialiste et démocratique, qui nous ont conduits à l'abîme où l'humanité est en train de rouler.

De temps en temps, sur la pente glissante il y avait des arrêts. Le coup d'Etat du 2 décembre en fut un. Mais ces arrêts, qui ne marquaient pas un changement profond de philosophie, de direction, de conception de la vie et de l'éternité, ne pouvaient qu'être le préambule d'une seconde descente plus rapide encore. Le Second Empire a visiblement ouvert les voies à la Troisième République, c'est-à-dire à l'emprise de la maçonnerie sur la vie politique française.

Thiers avait été arrêté par la police. Mais il n'y avait au fond, entre lui et le régime nouveau, qu'une opposition de personne à personne. Sa disgrâce fut courte. Le temps d'un petit voyage en Italie, et il rentre à Paris et retrouve son hôtel de la place Saint-Georges, « une grande paix favorable à l'étude, un très confortable luxe bourgeois. » Il a de bonnes relations dans les milieux officiels, un grand crédit dans l'opposition, de vives admirations dans le grand public, beaucoup de monde à ses réceptions, où brille son art merveilleux de la conversation, sous forme de monologue plus encore que d'entretien, et trois femmes enfin pour le soigner : sa femme, sa belle-sœur, et la plus tendre de toutes, on le sait, sa belle-mère !

« Même en ces années où les manifestations publiques sont rares et sévèrement surveillées, ne peut-on saisir, chez M. Thiers, les traits distinctifs qui ont fait de lui l'incarnation du Français moyen ? Dans les milieux bourgeois, le coup d'Etat a déplu, froissé, humilié; cependant les mêmes hommes se rappellent les prévisions sinistres pour 1852, et l'idée de n'être point morts de la main des socialistes les remplit, malgré leur répugnance, d'aise et de sécurité. Cette disposition est, quoique à un moindre degré, celle de M. Thiers, et ce n'est pas sans une satisfaction réelle, bien que dissimulée, qu'il retrouve, après son court exil, son logis qu'aucun fâcheux n'a touché. A la place Saint-Georges, l'ostracisme est assez doux; telle est aussi la condition de la bourgeoisie qui s'enrichit à souhait, pourvu qu'elle se taise. »

Nous touchons ici aux deux caractères essentiels de la bourgeoisie incrédule; elle veut, de tout son amour, deux choses : l'argent et les honneurs. Sous le Second Empire elle a l'argent, mais elle n'a pas le pouvoir, que l'Empereur garde pour lui et ses amis. Elle est donc à la fois contente et mécontente. Elle se pelotonne et fait la roue dans une confortable opposition.

Thiers est privé du pouvoir, mais il se console en soignant sa popularité, en travaillant pour sa gloire. Il rentre au corps législatif. Il peut encore parler et ses discours, un peu longs, sont parmi les meilleurs de sa carrière. Il lit en maître dans le jeu de la diplomatie machiavélique du siècle. Nul ne comprend mieux que lui la valeur de

chaque pion sur l'échiquier européen, ne devine plus finement les intentions, ne calcule plus exactement le jeu des forces, ne signale plus adroitement les fautes commises par les joueurs et notamment par le gouvernement impérial dont Thiers ne fait pas partie. Il est vraiment l'oracle de l'intelligence bourgeoise. Mais il voit toutes choses dans le plan de Machiavel, dans la philosophie matérialiste, dans la conception bourgeoise du monde. Il ne considère pas une fois la détresse des âmes, la décadence de l'esprit, l'état misérable du cœur humain en friche et où poussent en liberté les sept plantes infernales qui gouvernent le monde moderne, surtout l'orgueil, l'envie, la cupidité, la luxure, la gourmandise.

Sans doute, il lui arrive de parler du catholicisme, et il le fait en termes flatteurs et avec des traits justes. C'est dans un de ses discours au Corps législatif qu'il lui arrivera de dire cette parole souvent citée : « Le catholicisme n'a empêché de penser que ceux qui n'étaient pas faits pour penser. » Mais même dans cette réflexion piquante, il reste cette condescendance de qui veut bien reconnaître qu'on peut être catholique et penser quand même, mais qui ne renferme aucunement sa propre pensée dans le catholicisme. C'est, pourrait-on dire, le mot d'un spectateur du dehors, qui peut devenir un allié, mais qui ne veut pas être un disciple, et qui traite d'égal à égal avec Dieu même !

Le grand défaut de ces admirateurs du catholicisme, c'est qu'ils ne le considèrent qu'en fonction de ses services sur cette terre, et nullement comme une religion d'éternité, c'est-à-dire de la vraie destinée de l'être immortel que nous sommes.

Le plus beau discours de Thiers fut celui où il dénonça, combien vainement d'ailleurs ! l'ambition de Bismarck et de la Prusse. C'est le 3 mai 1866. On vient de sortir de la Guerre des Duchés, mais une nouvelle crise se prépare, qui sera la guerre austro-allemande : Sadowa. Thiers prend la parole à propos de la loi sur le contingent. Il a admirablement préparé sa salle. Il sait se faire désirer ; il faut qu'on lui crie : « Parlez ! » pour qu'il ose, alors que tout son désir est de le faire. P. de la Gorce consacre à ce discours la plus belle page de son article.

« Je viens, dit Thiers, défendre la cause du droit sans lequel l'Europe ne sera plus qu'une Asie livrée à tous les caprices de la force brutale. » La petite voix grêle prend, ce jour-là, des intonations singulières de solennité et de profondeur. Nulle répétition, nulle redondance, nul de ces retours personnels qui semblent impertinence ou fatuité, mais toutes choses relevées et comme transfigurées par la majesté du sujet, la grandeur du danger, l'étroite communication avec l'auditoire... » « Vraiment, dit-il, depuis quelques années, des choses bien étranges se sont passées en Europe. Un Romain disait, au milieu des proscriptions : « Maudite maison d'Albe ! elle me coûtera la vie ! » Eh bien ! aujourd'hui, c'est le langage que peuvent tenir tous les petits États. Êtes-vous une Puissance peu redoutable ? Avez-vous une terre fertile qui arrondirait les domaines d'un voisin ambitieux ? Avez-vous quelque port aux eaux profondes pouvant recevoir une grande flotte ? Possédez-vous la tête d'un canal qui réunirait deux grandes mers ? Vos sujets parlent-ils la même langue que ceux de ce voisin puissant ? Malheur à vous ! C'est ce qui est arrivé au Danemark. Il avait tout cela... Ces beaux duchés, on les a pris, au nom de la Confédération germanique ou, comme on dit, au nom de la patrie allemande, puis on les a gardés pour soi. Enfin, après les avoir pris de moitié avec l'Autriche, on a dit à l'Autriche : « Laissez-les moi, ou je vous fais la guerre ! »

Rien ne fut oublié, ni les abus de la force, ni les simulacres de la justice. Cependant, pas une interruption, pas un murmure, mais un silence coupé d'applaudissements qui ne s'apaisaient que pour renaître, comme si les sympathies eussent eu scrupule de ne pas se montrer assez. L'émotion avait gagné même les serviteurs du Gouvernement. « Je n'ai jamais rien entendu d'aussi fort », disait M. Fould, et au fauteuil de la présidence, M. Walewski avait peine à ne paraître qu'indifférent. »

Rarement triomphe oratoire fut plus complet et... plus stérile. Les événements n'en furent affectés en rien ; Thiers seul en fut grandi et non la France, Bismarck n'en poursuivit pas moins sa marche. Thiers avait en vain parlé du *droit*. Un disciple de Machiavel sait bien que le mot *droit* n'est qu'un terme à l'usage des opprimés, mais que les forts ne connaissent que leur force, et qu'ils peuvent même voir dans cette force un droit divin. Et en vérité, en dehors de Dieu et de l'expression terrestre de la politique divine, qui se nomme l'Evangile, en dehors du mot sacré : « Aimez-vous les uns les autres, comme je vous ai aimés ! » le droit humain n'est qu'un *flatus vocis* qu'on jette à la foule, mais auquel l'homme d'Etat moderne ne croit pas et ne peut pas croire.

L'historien allemand von Sybel a écrit, à propos de ce beau discours du 3 mai 1866 : « En ce jour-là, M. Thiers a incarné l'âme même de sa patrie. »

Thiers, on le sait, en fut récompensé, après la catastrophe de 1870 où sombra le régime impérial. On vit en lui le plus grand des Français, il fut plébiscité par 26 départements. Une assemblée royaliste fut comme contrainte de le choisir comme Président et comme chef du Pouvoir exécutif. On sait comment il en profita, comment il consacra toutes les ressources de sa belle intelligence à libérer le territoire français, ce qui est son grand titre de gloire, — puis à barrer la route à la monarchie chrétienne, ce qui est plus contestable, mais en quoi il fut aidé si puissamment par les royalistes eux-mêmes, dont beaucoup étaient imbus de ce même esprit bourgeois moderne, que Thiers incarnait si parfaitement, — enfin à briser le socialisme en écrasant la Commune, ce qui est un emploi de la force rendu obligatoire par la démoralisation des masses, mais qui n'éclairera pas Thiers ni ses amis sur le péril effrayant de cette démoralisation elle-même.

M. P. de la Gorce ne suit pas son héros jusqu'à sa mort. Il s'arrête au seuil de son triomphe, en

1871. Nous ferons comme lui, mais comme lui aussi nous signalerons, en terminant, le seul ouvrage qui puisse encore compter un peu, de sa plume féconde : l'*Histoire du Consulat et de l'Empire*. Cet ouvrage est bien différent de l'*Histoire de la Révolution*, qui était une œuvre de jeunesse. Talleyrand avait alors pronostiqué : « M. Thiers fera, bien mieux encore, l'histoire du Consulat et de l'Empire. » Thiers réalisa cette prophétie. Le Second Empire lui donna les loisirs nécessaires pour écrire l'histoire du premier. Il en profita, et bien. Il sut faire son travail sans hâte, poursuivre son enquête avec habileté, intelligence et conscience. On lui accordait des facilités exceptionnelles ; il put visiter les archives fermées aux autres écrivains. Il se persuada, peut-être à tort, d'avoir tout vu, tout exploré. Par-dessus tout, il avait l'expérience des affaires, en connaissait le maniement et pouvait juger de l'administration, de la politique, de la diplomatie en homme du métier. Chose curieuse : ce fut sur le point qui lui était le moins familier qu'il mit sa coquetterie à paraître le mieux informé et le plus compétent, à savoir, les affaires militaires. Il se fit instruire, il alla sur place vérifier la tactique des grandes batailles. Il faisait montre de la plus parfaite impartialité, d'une sérénité entière. Il sait s'élever au-dessus des partis, au-dessus même de ses préférences personnelles, ce qui est rare, mais il juge tout, ce qui est quand même dangereux, de l'unique point de vue national. Dans la perte de toute religion, il n'a gardé que celle de la nation, celle de la patrie, mais cela le condamne à n'avoir qu'une vue partielle des choses. Ses informations même, ses sources ne sont que des sources françaises ; il ne veut pas voir le point de vue des nations étrangères. Que s'il lui arrive de recourir aux documents étrangers, il ne les lit qu'avec des lunettes françaises et souvent les interprète de travers. « Ainsi arrive-t-il que les vrais termes des choses se corrompent et que le même acte qui s'appellerait conquête, s'il s'exerçait vis-à-vis de nous, prendra, si c'est de nous qu'il émane, le nom bénin d'arrangement. »

Dans l'Empire même, Thiers ne voit qu'un homme, ou plutôt un surhomme, Napoléon. Il ne se permet pas de toucher à une si grande idole, ou s'il y touche, il éprouve le besoin de s'en excuser aussitôt après. Comme Machiavel en admiration devant le « Prince » de ses rêves, Thiers devant Napoléon perd ses droits de vision juste. Napoléon, c'est le plus magnifique exemple d'intelligence bourgeoise que l'on puisse imaginer, voyant grand et loin, apercevant le problème des problèmes, qui est l'impérialisme nationaliste, la reprise sur l'Angleterre de cette primauté qu'elle possédait sur les richesses matérielles de ce monde, ramenant tout, et la religion elle-même, à l'idéal d'ordre, de discipline, de travail, qui tendait à réaliser le paradis sur cette terre. Culte de la Révolution, culte de la gloire des armes, culte du grand empereur, telle est pour Thiers la trinité de la foi. Il juge des choses et des événements par ces trois principes. Le Français moyen de son temps nourrissait les mêmes vénérations ; l'ouvrage eut un succès énorme.

P. de la Gorce essaie d'en fixer la valeur, et il écrit avec sagesse :

« En quelque rang qu'on place cet ouvrage, on ne peut l'égaler aux grands modèles que le passé nous a légués. Tite-Live est d'autre allure, quand, avec une majesté abondante et tranquille, il déroule les destins de Rome. Tacite éveille une autre impression, quand il montre l'Empire déjà enveloppé de crêpes funèbres ou quand il dépeint, sous des traits qui ne peuvent plus périr, Agrippine dans ses colères, Germanicus dans la pompe de ses funérailles, Corbulon innocent encore en dépit de sa gloire. Rien non plus chez Thiers de l'intense coloris de Froissart ou de la profondeur de Commynes, et si, par la clarté, il rappelle parfois Voltaire, il n'en a ni la brièveté aisée, ni l'élégance continue. En cette grande œuvre, on relèverait aisément beaucoup de défauts, mais qualités et défauts sont si étroitement mêlés qu'on ne saurait corriger les uns sans risquer de gâter les autres. Les idées sont souvent communes... Une critique même indulgente signalerait en outre beaucoup de longueurs... »

Mais ce qui a manqué surtout à Thiers, c'est le don de pénétrer et de juger les âmes. Comment l'aurait-il fait ? Il lui manquait, pour cela, des principes mêmes de jugement, une conscience profondément éclairée sur ce que doit être l'homme pour être parfaitement conforme, en quelque rang qu'il soit, à ce que Dieu attend de lui !

III

Thiers était tout de même un « type » de bourgeois éclairé, qui ne voulant pas de religion pour lui-même, — en quoi il avait parfaitement tort et se faisait grandement tort devant Dieu, — en comprenait pourtant l'utilité et même la nécessité pour le peuple. Ce fut, nous l'avons dit, la grande illusion et la grande petitesse de tous ces grands hommes, — si ces mots ne jurent pas trop de se trouver ensemble, — de croire qu'ils pouvaient s'isoler de l'humanité, de se considérer comme une sorte d'avant-garde et de ne pas se rendre compte que très vite le gros de l'armée les suivrait, et de ne pas calculer ce qui se passerait alors.

L'on reproche souvent à Louis XV, le plus déplorable de nos rois, d'avoir dit ce mot : « Après moi, le déluge ! » Mais que disent donc les entraîneurs de la société moderne ? De deux choses l'une : ou ils ne voient pas l'abîme où ils nous conduisent, et alors que penser de leur clairvoyance ? ou ils ne s'inquiètent aucunement de nous arrêter au bord du gouffre, et alors que dire de leur esprit de fraternité humaine et comment ne pas leur appliquer à eux ce que l'on a dit de la « grande trahison des clercs » ?

Après Thiers, voici un personnage qui ne lui ressemble que de très loin, mais qui se recommande du même idéal que lui, qui veut établir, dit-il, le règne de la science dans le monde, qui veut détruire les « préjugés », comme disaient déjà

les révolutionnaires de 1793. Cet homme, qui n'est pas seul de son espèce, ce bourgeois de l'espèce déchaînée, de la caste révolutionnaire, est le maître absolu d'un grand et malheureux pays. Nous avons eu déjà à parler de lui dans ces Causeries, à maintes reprises. Il s'agit du Président de la République mexicaine : Plutarque Elias Calles. On l'appelle dans son pays : *El Jefe Maximo,* le Chef Suprême. Il jouit, au Mexique, de pouvoirs à peu près illimités. Jamais empereur ne fut plus puissant. Jamais tyran n'eut d'ambitions plus extrêmes, ne rêva de mettre plus totalement la main sur les corps et les âmes de ses sujets. La vaillante revue catholique américaine, *Commonweal,* publie dans son n° du 26 octobre un éditorial intitulé : « *The new Deal and Mexico,* Le Nouveau Système et le Mexique. » On sait que les mots « le nouveau Système » désignent pour un Américain le régime instauré par l'arrivée aux affaires de Roosevelt. Il s'agit donc des relations entre le gouvernement de Roosevelt et le Mexique. La Revue que nous citons se plaint que ces relations ne soient pas ce qu'elles devraient être et que le représentant des Etats-Unis auprès du Président Calles ait cru pouvoir, non point critiquer ses agissements ou faire des réserves sur ses procédés, mais exprimer des éloges et prodiguer des encouragements.

Voici les faits.

Le 20 juin dernier, le Président Calles lançait, du palais du gouverneur de Jalisco, un discours par radio à ce qu'on peut appeler « son » pays, au sens fort du terme, car il en est bien le roi absolu.

« Nous devons entrer dans les consciences, dit-il, et en prendre possession. Surtout des consciences des enfants et des consciences de la jeunesse. Il faut que les enfants et la jeunesse appartiennent à la Révolution. Avec toute leur astuce, les cléricaux crient : « L'enfant appartient à la maison paternelle. L'enfant appartient à la famille. » Doctrine égoïste ! L'enfant et la jeunesse appartiennent à la communauté, à la collectivité, et c'est le devoir rigoureux de la Révolution d'attaquer dans ce secteur, de déposséder ces gens-là des consciences, de déraciner les préjugés (la religion) et de former une âme nationale. Dans ce but, je presse et exhorte tous les gouvernements de la République fédérale, tous les éléments révolutionnaires de la République, afin que nous livrions la bataille décisive, dans n'importe quel domaine et jusqu'à n'importe quelle limite, afin que les consciences des jeunes appartiennent à la Révolution. »

Cette phraséologie n'a rien de compliqué. C'est un appel pur et simple à la force brutale pour l'asservissement des âmes. Nous reculons jusqu'à la barbarie. Jésus a dit : « Rendez à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu. » Le César d'aujourd'hui veut tout pour lui ; il ne veut plus reconnaître d'autorité au-dessus de la sienne. C'est le principe de Moscou, la loi primordiale du bolchévisme ; et Hitler lui-même semble avoir nourri, ou bien on lui a suggéré, un idéal semblable. Il s'agit de faire de chaque nation un bloc compact, une machine soumise à un gouvernement « totalitaire ». Que l'on poursuive des fins nationalistes, ou racistes, ou économiques, le procédé est le même.

Un législation nouvelle a déjà été préparée pour mener, à coups de décrets dictatoriaux, le dogme de Calles à bonne fin. A part les universités et quelques écoles religieuses qui ont réussi à subsister en certains Etats de la fédération, on peut dire que Calles a déjà la haute main sur tout le système éducatif du Mexique. Il appelle cela « le socialisme scientifique. » Le régime fonctionne à plein dans l'Etat de Tabasco. Là règne en maître le gouverneur Garrido Canabal, si bien entré dans la pensée de Calles que celui-ci le donne comme la fleur de la Révolution et le modèle des gouverneurs. Il a trois fils qu'il a dénommés : Lénine, Lucifer et Satan. A une récente exposition de bétail, à laquelle toute la jeunesse des écoles était tenue d'assister, il a fait exhiber des taureaux et des vaches, des étalons et des verrats « en action » et le taureau vainqueur du concours a reçu le nom de « Dieu ». Les vainqueurs des autres catégories ont tous reçu des noms de choses sacrées.

Or, c'est ce régime que l'ambassadeur des Etats-Unis, Joseph Daniels, a cru pouvoir célébrer avec éloge. La *Revue* de l'archidiocèse de Baltimore, par la plume du R. P. Michael Kenny, S. J., a donné là-dessus les détails les plus édifiants et publié un appel au Président Roosevelt.

Le 25 juillet dernier, l'ambassadeur Daniels, s'adressant au Séminaire où se forment les troupes de choc du système éducatif de Calles, s'exprimait en ces termes :

« L'esprit du Mexique aujourd'hui a parfaitement été traduit, la semaine dernière, à Guadalajara, en une phrase aussi brève que celles que Jefferson employait, il y a quelques décades. Le général Calles, s'adressant à tous les patriotes et spécialement à ceux qui exercent des fonctions administratives, leur dit : « Nous devons entrer dans les esprits et prendre possession surtout de ceux des enfants et des jeunes. » Pour réaliser cet idéal, qui est le seul capable de donner au Mexique la place très haute que rêvent pour lui ses hommes d'Etat, le gouvernement a fait des écoles rurales une institution sociale. »

Joseph Daniels, remarque *Commonweal,* est un chef du parti démocratique aux Etats-Unis. Il sait bien que dans son pays la mémoire de Jefferson est liée à la liberté de conscience. Il semble bien avoir joué sur les mots, car ce n'est pas sans raison qu'il a substitué, dans le discours de Calles, le mot « esprits » au mot « consciences » : le premier mot est beaucoup plus vague que le second. Mais cette mesquine précaution prise, il a l'air de se déclarer entièrement d'accord avec l'idéal totalitaire d'un gouvernement athée, dont la guerre à la religion est l'un des principaux soucis. Et il a continué :

« Le général Calles a vu, comme Jefferson, qu'un peuple ne peut pas être tout ensemble ignorant et libre. Pour la même raison, lui et le Président Rodriguez et le Président-élu Cardenas et tous les hommes d'Etat d'ample vision, ont consi-

déré comme le premier devoir du pays de répandre l'éducation. Ils reconnaissent que le général Calles a lancé un défi qui va à la racine des problèmes de demain. »

Mais l'ambassadeur ne semble pas avoir compris que ce ne sont pas seulement les hommes « d'ample vision » du Mexique, comme il dit, qui ont vu ce défi, mais encore un très grand nombre d'Américains et que, pour ces derniers, il s'agit d'un défi à leur foi et même au bon sens tout court. On sait, en dépit de la censure, que le Mexique est toujours le théâtre de la plus rude persécution contre le catholicisme et contre la religion, et que la tyrannie n'y a pas établi une terreur moindre que dans la Russie des Soviets ou l'Allemagne de Hitler. Les protestants, les Juifs, aussi bien que les catholiques, connaissent les faits et les déplorent, en ce qui les concerne. La *Revue* de l'archidiocèse de Baltimore a tenu à porter les faits devant le Président Roosevelt. L'Amérique aussi est en marche. Un mouvement social formidable se déroule aux Etats-Unis. Qu'on le loue, qu'on le blâme, que l'on reste perplexe devant ce mouvement, il constitue une vraie Révolution. Le pouvoir est exercé par le gouvernement dans des conditions que l'on n'avait encore vues qu'au temps de la Grande Guerre. Des millions d'Américains se persuadent que cet exercice du pouvoir, en des conditions anormales, ne durera que juste le temps qu'il sera nécessaire pour sortir de la crise, et qu'il en découlera des réformes utiles dans le domaine social et économique. Mais il y en a aussi beaucoup d'autres millions, — et dont le nombre, écrit *Commonweal*, s'accroît rapidement, — qui croient ou feignent de croire que les Etats-Unis sont sur la route qui conduit au gouffre où a sombré la liberté et la prospérité de la Russie, de l'Allemagne et du Mexique.

Il est sûr que si les paroles de l'ambassadeur Daniels n'étaient pas désavouées très hautement, si une politique radicalement différente n'était pas adoptée par le « New Deal » de Washington relativement au « New Deal » du Mexique, des conséquences très graves pourraient s'ensuivre aux Etats-Unis. Les catholiques ont soutenu Roosevelt jusqu'à présent. Mais s'il leur fallait entrer dans la voie du Mexique, s'ils pensaient qu'un jour ou l'autre le gouvernement de Roosevelt imitera les errements russes ou mexicains, ils se mordraient les doigts de l'appui qu'ils lui ont donné. Dès à présent, le problème se pose devant leurs consciences, et des millions de protestants ou de Juifs raisonnent comme eux sur ce point.

Partout, ainsi, en plein cœur des problèmes économiques se dresse le problème religieux !...

IV

Et chez nous, ce qui se passe n'est pas fait pour démentir cette conclusion. Nous n'avons pas à parler des événements politiques. Mais il nous appartient de donner à nos lecteurs la suite des renseignements que nous leur avons promis sur la franc-maçonnerie. On se souvient de ce conflit dont nous avons esquissé l'histoire et les causes, dans notre dernière Causerie, d'après l'article de M. J. Berteloot dans les *Etudes*. Le même auteur, dans les *Etudes* du 5 octobre, est venu nous expliquer « la contre-offensive des gauches, au sein de la franc-maçonnerie. »

On se souvient du mouvement de recul esquissé par le Grand Collège des Rites en ce qui concerne la foi en l'existence de Dieu. La prétention de la haute Maçonnerie de se rallier au déisme a soulevé la plus vive émotion dans les ateliers inférieurs. Une commission a été nommée par les Loges parisiennes pour examiner le fond du débat. Le rapporteur de cette commission a pris nettement parti contre le Grand Collège des Rites. Il rappelle la tradition du Grand-Orient, en tant que distincte de celle du Suprême Conseil du Rite écossais. Depuis 1877, le Grand-Orient, décidé à poursuivre « l'émancipation intégrale de la pensée humaine » *(sic)*, a supprimé dans ses statuts l'article concernant l'adhésion obligatoire à la foi en un Grand Architecte, tandis que le Rite Ecossais a conservé cet article. Le rapporteur susdit fait donc ressortir les conséquences de la manœuvre ébauchée par le Grand Collège des Rites : « Si le Directoire des Rites, écrit-il, s'allie avec le Suprême Conseil écossais, il est contraint d'en accepter le Credo d'orthodoxie, la clause déiste, mais cela il ne peut le faire qu'en reniant la doctrine philosophique du Grand-Orient, c'est-à-dire la tolérance et le respect absolu de la liberté de conscience [1]. »

Le même rapporteur rappelle que le Frère Savoire, qui dirige l'évolution du Grand Collège des Rites, avait pris en 1924, lorsque ce Collège commença à réclamer une certaine autonomie, les engagements les plus formels. « Je vous fais serment, avait-il dit, que jamais le Grand Collège des Rites ne tolérera et encore moins ne provoquera un retour vers le passé, c'est-à-dire vers les formes rituelles dont l'obligation constituerait une violation de l'article 2 de la Constitution. »

Aucun dissentiment ne s'était, du reste, produit entre le Grand Collège et le Grand Conseil du Grand-Orient, depuis 1924, jusqu'au 6 février dernier.

Cette date fatidique n'a pas eu seulement pour résultat de créer en France deux camps opposés : le Front commun et le Front national, elle a aussi scindé la maçonnerie en deux. Le Frère Lebey

[1] Admirons au passage cet abrégé des principes du Grand-Orient. Son dogme essentiel est « le respect absolu de la liberté de conscience. » On croit rêver en lisant cette phrase. Tout le monde sait, — nous savons, en tout cas, — de quelle façon la liberté de conscience des parents chrétiens, celle des religieux et religieuses a été traitée par le Grand-Orient ! Quelle dose formidable ou d'aveuglement ou d'hypocrisie ne faut-il pas aux maçons pour se poser en défenseurs de la liberté de conscience, après les attentats effroyables que la maçonnerie a perpétrés contre elle, et avant toute réparation des injustices commises !

proposa, au nom du Grand Collège des Rites, une circulaire où il affirmait que la maçonnerie n'est pas « un groupement politique, » qu' « elle réunit des hommes de toutes les doctrines et de toutes les confessions, » qu'elle est ennemie de tout sectarisme, qu'elle « veut l'union de tous les Français dans l'amour de la Patrie et de la République. » La circulaire faisait même une allusion à l'affaire Stavisky, dans les termes suivants : « La Franc-Maçonnerie s'associe à l'indignation publique contre les scandales accumulés de l'affaire Stavisky, l'assassinat de Prince et les lenteurs de l'enquête. »

Le Grand-Conseil de l'Ordre, à qui cette circulaire était présentée, la modifia profondément avant de la publier, et lui donna un ton beaucoup plus vague. Il y avait donc déjà des divergences dans les hautes sphères de la Maçonnerie et c'est ce qui explique que le Grand Collège des Rites ait négocié et signé hâtivement le traité de séparation du 30 avril 1934, que nous avons signalé dans notre dernière Causerie. Il a quitté la rue Cadet, pour aller habiter 7, rue de Saulnier.

Mais ce traité ne pouvait avoir de valeur définitive que s'il était ratifié au Convent annuel de la Maçonnerie.

Le rapporteur que nous citons encore se lamente alors sur la scission ainsi effectuée au sein de l'Ordre. On se rappelle que les maçons de droite se confondaient en expressions de regrets et de craintes sur la décadence de la civilisation actuelle, et qu'ils en prenaient occasion pour insinuer que la maçonnerie devrait faire machine en arrière et restaurer la notion de la divinité, comme garantie de l'ordre social. Le rapporteur, qui, lui, ne veut pas que l'on parle de retour en arrière, est aussi d'avis que la société va très mal. Oui, le monde est bien malade, et justement la maçonnerie seule peut le guérir ! *(sic)*. Mais que deviendra l'humanité si les médecins du Grand-Orient, seuls capables de la sauver, se mettent à se quereller entre eux ? Jusque-là le Grand-Orient donnait le spectacle bienfaisant d' « une association d'hommes qui devrait être cimentée par toutes les vertus et unie par tous les liens d'une discipline fraternellement consentie. » Et voici que cette discipline se relâche ! Le Grand-Orient était une démocratie-modèle, parce que l'on y estimait que « les droits étaient communs à tous, mais que les devoirs devenaient plus stricts à mesure que les maçons s'élevaient par des initiations plus nombreuses et plus complètes, vers plus de vertu, de modestie et d'esprit de sacrifice. » Et voici que ce sont les hauts dignitaires de l'Ordre qui, en faisant bande à part, rompent le pacte démocratique et prétendent imposer leur manière de voir aux maçons des grades inférieurs, sans vote préalable, sans consultation d'aucune sorte, comme s'il devait y avoir désormais une aristocratie maçonnique et un prolétariat !

Le rapporteur en question blâme donc nettement l'initiative du Grand Collège des Rites et veut que rien de définitif ne soit fait avant le Convent, qui est seul qualifié pour parler au nom de la maçonnerie entière.

Dans l'intervalle, un autre incident mettait aux prises d'importantes fractions de la maçonnerie sur un tout autre sujet.

Il s'était tenu à la Haye, en septembre 1933, un Congrès de la *Ligue internationale des Francs-Maçons*. Une motion avait été votée engageant toute la maçonnerie à se dresser, avec le maximum d'énergie, contre toute agitation belliqueuse, tant ouverte que détournée, contre les zélateurs d'une nouvelle guerre, entreprise en violation des engagements pris, aux termes du Pacte de la Société des Nations et du Pacte Briand-Kellog. Ce vœu fut publié par les *Annales maçonniques universelles,* et la revue profane *La Paix*. Mais, peu après, les « Garants d'amitié, » qui sont des agents de liaison entre les diverses obédiences maçonniques, ayant eu une réunion, blâmèrent la publication de ce vœu, comme capable de donner une idée fausse des responsabilités et de l'action maçonnique dans le monde.

Mais les auteurs du vœu, les directeurs des deux revues des *Annales* et de *La Paix* prirent aussitôt feu et flamme contre la critique qui était faite de leur initiative. Cela déclancha, dans les *Annales* d'avril 1934, une polémique violente. Le directeur de cette revue maçonnique, un certain Engel, qui signe Plantagenet, se mit à critiquer les impairs commis par le Président du Conseil de l'Ordre, M. Groussier lui-même. Ce très haut personnage maçon n'avait-il pas déclaré, dans une interview donnée au magazine *Vu,* que « le grand corrupteur — Stavisky — n'était pas maçon, mais qu'il aurait pu l'être » ? N'avait-il pas ajouté ceci, qui était proprement intolérable : « On nous accuse d'avoir voulu étouffer l'affaire, c'est faux ! Nous avons donné l'ordre aux maçons qui font partie des commissions d'enquête d'être impitoyables pour les maçons qui pourraient être compromis... Nous avons rayé sans les entendre les francs maçons arrêtés et inculpés. »

Sur quoi, Plantagenet dénonce de la part de M. Groussier, grand-maître de la Maçonnerie, deux énormités, deux crimes maçonniques, « un abus de pouvoir et un déni de justice. » Il y avait abus de pouvoir à recommander aux maçons des commissions d'enquête de se conduire de telle ou telle manière. Il y avait déni de justice à condamner, sans les entendre, les maçons inculpés, alors que la tradition de l'Ordre est de défendre *mordicus* les frères en péril !

Evidemment, la maçonnerie a été affolée quand le pot aux roses fut découvert. Il a dû se produire une quantité de démissions. La Grande Loge de France, qui était de beaucoup la moins compromise, car elle est le centre de ce rite écossais qui est resté spiritualiste et déiste, en a enregistré 600 en quelques mois. Que s'est-il passé au Grand-Orient ? Nous ne le savons pas, car la discipline du secret a repris toute sa rigueur depuis que les

affaires de l'Ordre vont mal, et la revue maçonnique l'*Acacia* a même cessé de paraître.

Le directeur des *Annales*, lui, est indigné de cet affolement général des hautes sphères de l'Ordre. Suffit-il donc « que la meute hurle, pour que nous nous sentions déliés de nos serments (d'assistance mutuelle), que quelqu'un parle fort pour que nous nous jetions à genoux » ? Et devant l'attitude des hauts dignitaires, il dénonce l'apparition du « fascisme maçonnique. » Il dévoile en termes amers les tares dont souffre la maçonnerie. Le passage est à citer :

« Notre Ordre devrait être l'image même de la Démocratie, le symbole du désintéressement, de la loyauté, de la noblesse d'esprit et de la simplicité du cœur. On ne s'y passionne plus que pour des questions de boutique et de personnes, on n'y défend plus, — et avec quelle âpreté ! — que des prérogatives hiérarchiques. Mœurs de cours, intrigues, calomnies et bassesses, flagorneries et génuflexions y font florès dans la remuante clientèle de l'éternelle foire aux vanités :

Matrone bien fardée au seuil clair des boutiques,
Leur âme épanouie accueille les passants, [tiques
Surtout, ils sont dévots aux seuls dieux authen-
Et, le front dans la boue, adorent les puissants. »

Toute la fin de l'article est dans ce ton. Nous n'avons jamais rien dit de plus fort contre la maçonnerie que ce maçon déchaîné !

Il y avait donc grande bataille au sein de la maçonnerie, lorsque le grand Convent annuel s'est réuni, du 15 au 21 septembre dernier. Qu'allait-il se produire ? Tous les éléments de gauche de la maçonnerie se trouvaient dressés contre les éléments de droite, contre l'aristocratie de l'Ordre. La discussion sur le traité du 30 avril entre le Grand Collège des Rites et le Grand Conseil de l'Ordre, réglant le changement de domicile du premier et la séparation de corps entre les deux puissances, ainsi que les limites de leurs attributions, a été passionnée et violente. Finalement, le Convent a refusé de ratifier cette convention. Le conflit est donc de plus en plus aigu. Que va faire le Grand Collège des Rites ? se soumettre aux décisions du Convent ? réintégrer son ancien logis de la rue Cadet ? « L'actuel état de choses est désormais intenable. La droite et la gauche, les traditionnalistes et les révolutionnaires ne peuvent se jouer plus longtemps les uns des autres. La gauche réussira-t-elle à dominer la droite ? Chimère ! car aux yeux de celle-ci, celle-là va décidément trop fort et trop loin. »

Nous pensons, avec M. Berteloot, que la crise maçonnique est grave. Cela ne veut pas dire que la maçonnerie va disparaître. Hélas ! non. Ne croyons pas à une telle éventualité. Mais il paraît probable qu'il va se produire chez elle une évolution assez analogue à celle qui se produisit au temps de la Grande Révolution. Depuis ses origines, au début du XVIII^{e} siècle, elle avait compté dans ses loges une très grande majorité de membres de la noblesse et même du haut clergé. Lorsque la Révolution éclata, elle fut envahie par les membres de la haute-bourgeoisie, au profit de laquelle se faisait le mouvement révolutionnaire. Peu à peu l'ancienne noblesse et le clergé surtout disparurent de la maçonnerie, où ils n'étaient plus du tout socialement à leur place. Le même phénomène semble se produire en ce moment entre la haute-bourgeoisie et les éléments dirigeants du quatrième Etat, c'est-à-dire les éléments socialisants et pacifistes.

Pour éviter une dislocation totale, les membres les plus adroits de la maçonnerie essaient en ce moment de lancer une grande offensive anticléricale. Le procédé a toujours réussi dans le passé. Réussira-t-il encore ? C'est la diversion classique chez nos ennemis quand ils veulent sonner le rassemblement de leurs forces éparses ou en train de se chamailler.

Mais si cette diversion échoue, il faudra en conclure que la maçonnerie est en train de passer du stade bourgeois au stade populaire, tout comme, il y a un peu plus d'un siècle, elle passa du stade nobiliaire au stade bourgeois.

« S'il en est ainsi, conclut M. Berteloot, attendons-nous à voir les droites quitter individuellement la Franc-Maçonnerie pour aller se jeter, comme jadis leurs grands ancêtres bourgeois, dans les bras d'un Bonaparte. »

Peut-être. Mais où est Bonaparte ?

V

Pour terminer cette Causerie, nous voudrions emprunter à la *Revue de Paris* du 15 octobre un extrait curieux d'Œuvres inédites de Talleyrand, publiées par Lacour-Gayet. Cet extrait traite « des Belles Manières, du Bon Ton et du Bon Maintien. » Ce qui nous pousse à le rapporter ici, c'est que Talleyrand y fait un éloge inattendu et répété de l'éducation qu'il se souvenait d'avoir reçue à Saint-Sulpice. A ce point de vue, les réflexions qu'il fait sur « le maintien » nous semblent d'une actualité d'autant plus grande que le maintien est plus en péril dans la société déliquescente au sein de laquelle les hommes d'un certain âge, — quinquagénaires environ — se sentent de plus en plus dépaysés. On remarquera surtout les lignes où Talleyrand fait voir que le maintien vient du dedans. S'il en est ainsi, on doit juger qu'une déroute du maintien signifie une déroute de l'intériorité, un effondrement des énergies de l'âme.

Avant de parler du maintien, Talleyrand parle des belles manières et du bon ton. Il se place au point de vue historique. Il estime que les *belles manières* furent une création de la cour louisquatorzième. C'est à Versailles, autour du grand Roi, que naquit le besoin de montrer au dehors des manières distinguées. « Des manières, écrit Talleyrand, devinrent l'objet d'une ambition générale. Mais quand on les manquait, on avait beau être de la Cour, on était ridicule ; et on était plus ridicule encore, quand on les saisissait parfaitement, si on n'était pas de la Cour. Cette abon-

dance de ridicules devint une des riches moissons du pinceau de Molière. »

Les belles manières disparurent avec la cause qui les avait fait naître. Après Louis XIV, la Régence marqua une coupure ; il y eut alors, avec un grand relâchement des mœurs, une décadence subite et totale des « belles manières. » Mais après la Régence, après la catastrophe de Law, la France se ressaisit un peu. C'est alors qu'on se mit à parler de *bon ton*. C'était moins orgueilleux et moins affecté que « les belles manières ». « Il se forma comme une ligue, avec des conventions tacites et par conséquent vagues, entre quelques hommes de la jeune cour de Louis XV et quelques autres de la vieille Cour du cardinal Fleuri, quelques philosophes qui comparaient Malbranche et Locke, quelques écrivains qui adoraient les vers de Racine et créaient dans notre littérature une nouvelle prose. »

Mais les partisans de ce « bon ton » ne furent pas toujours d'accord entre eux. Le « bon ton » était un goût passager, sans fondement profond dans les âmes. On en vint à dire :

Le bon ton fut toujours l'ennemi du bon sens.

Talleyrand ne dit pas à quelle époque, selon lui, le bon ton est tombé en discrédit. Et il passe tout de suite au *maintien*. Le morceau est si curieux que nous le citons *in-extenso* :

« Le *bon maintien* durera plus ; il a pris tous ses principes dans la nature. Il n'est ni de fantaisie, ni de prétention, ni de convention. Certaines attitudes du corps naissent nécessairement de certaines attitudes, pour ainsi dire, de l'âme ; elles en sont l'expression. Comme le langage d'action, comme la parole, le *maintien* est une langue. C'est la plus bornée des trois, mais la plus simple et la plus exacte ; et quand la parole avec ses accents, l'action avec ses mouvements, se jettent dans tous les excès, franchissent toutes les bornes, le *bon maintien* souvent les arrête, les fait rétrograder et les contient dans les limites de la circonspection. Aussi n'a-t-on que rarement traité ses expressions avec le même mépris que celle des deux autres langues, dont on dit si souvent, des unes : *ce sont des paroles*, des autres : *ce sont des grimaces*. C'est de cette confiance que le *bon maintien* inspire et qu'il mérite, que Saint-Sulpice s'est si heureusement servi pour conserver ou pour rétablir une paix toujours facilement rompue entre l'Eglise et le monde. C'est par elle que, sans la crosse à la main, et sans croix sur la poitrine, des curés de Saint-Sulpice ont été dans Paris les égaux des évêques, ont rappelé, non dans les rites, mais dans la considération publique, l'égalité des ministres de l'Evangile, sans rien affecter de ce presbytérianisme réformateur et farouche qui a plus multiplié les querelles sanglantes que les vertus douces et pieuses. Dans les palais des rois, dans l'enceinte des représentations nationales, ce n'est pas le trône, ce n'est pas le fauteuil qui manifestent le mieux la majesté des rois, la dignité des présidents, c'est leur maintien. Et dans cet Orient d'où semblent être sorties pour nous toutes les lumières, celle du soleil, celle des arts, celle des sciences, celle de la civilisation, dans cet empire de Cathai, plus vaste et plus peuplé à lui seul que tous les empires de l'Europe ensemble, c'est à la puissance du *maintien* et des *manières* qu'on a surtout confié l'éducation, les lois, la morale et la prospérité de ces générations de plus de deux cents millions d'âmes. »

Talleyrand semble avoir été si content de ses observations, d'ailleurs pénétrantes et justes, qu'il ne se tient pas, en terminant, de lancer une pointe moqueuse aux esprits forts de son temps, avec lesquels il se gardait bien, lui l'évêque infidèle, de se confondre : « Gens à préjugés philosophiques, s'écrie-t-il avec ce ton de délicieuse ironie et d'impertinence qui lui seyait si bien, avez-vous aperçu ce rapport entre un tel empire et un séminaire de Paris ? »

Cet hommage rendu par Talleyrand à la maison de Saint-Sulpice, où il s'était si royalement ennuyé pendant cinq ans, est un éloge d'autant plus remarquable qu'il était moins attendu sous une pareille plume.

M. Lacour-Gayet écrit à ce sujet : « Dans ce morceau, dont le fond et la forme, malgré quelques obscurités, peuvent faire penser à La Bruyère, on sera frappé sans doute de la mention, trois fois répétée et là certes où on ne l'attendait guère, du séminaire de Saint-Sulpice. C'est que le séminariste peu édifiant, qui s'était oublié parfois rue Férou, avait reçu une empreinte que les années, malgré tout, n'avaient pu effacer. De même, on se rappelle le mot du prince, recevant l'Extrême-Onction, à l'abbé Dupanloup : « N'oubliez pas, Monsieur l'abbé, que je suis évêque. »

L'« AMI DU CLERGÉ » ET LES LIVRES

Comptes rendus Bibliographiques

Institutiones morales Alphonsianæ de Clément Marc et Gestermann. 19e édition, revisée par le P. J.-B. Raus. — Tome I, in-8 de XXVI-890 p. [1]. — Paris et Lyon, Emmanuel Vitte. 1933.

Toujours soucieux de mettre à jour l'excellent manuel, que l'*Ami* a longuement présenté à ses lecteurs en 1928, p. 314, le P. Raus nous offre, dans une édition nouvelle, un texte soigneusement revu, et en maints endroits heureusement modifié. Pour n'en citer que quelques-unes, voici d'heureuses additions faites à ce premier volume : une mention de l'Action catholique (n. 433) ; quelques notions sur l'aumône : définition, précepte et manière de la faire (n. 486) ; les documents récents touchant la grave question *de cognitione rei sexualis* (n. 763) ; la thèse catholique du droit de propriété privée plus longuement traitée d'après l'encyclique *Quadragesimo anno* (n. 851) ; la notion du capital et du capitalisme moderne (n. 1149), de la grève et du lock-out (n. 1154).

L'auteur fait partout usage des derniers documents ecclésiastiques, met à profit les opinions des plus récents manuels de théologie. C'est dire qu'il est au point. Les éditions qui se succèdent rapidement indiquent assez l'accueil sympathique, pleinement mérité,

[1] L'ouvrage complet comprend deux volumes vendus *ensemble*, brochés, 80 fr. (le second ne tardera pas à paraître).